

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

~~N° 00010~~ /AONO/MINMIDT/CIPM/2026 DU ~~01~~ ~~JULI~~ 2026 RELATIF A LA
RÉALISATION DES ETUDES ARCHITECTURALES ET TECHNIQUES EN VUE
DE LA CONSTRUCTION D'UN BATIMENT DE TYPE R+1 DEVANT ABRITER
LES SERVICES DE LA DELEGATION DEPARTEMENTALE DES MINES, DE
L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE DU DJEREM, ET
D'UN BATIMENT DE TYPE PLAIN-PIED DEVANT ABRITER LE LOGEMENT
D'ASTREINTE DU DELEGUE DEPARTEMENTAL DE CEANS, REGION DE
L'ADAMAOUA.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique, Autorité Contractante, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour la réalisation des études architecturales et techniques en vue de la construction d'un bâtiment de type r+1 devant abriter les services de la Délégation Départementale des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique du Djérem, et d'un bâtiment de type plain-pied devant abriter le logement d'astreinte du Délégué Départemental de céans, Région de l'Adamaoua.

2. Consistance des Prestations

Dans le cadre de la mission, le ou les consultants sélectionnés devront produire les livrables suivants à l'issue des différentes phases de l'étude :

- Avant-Projet Détaillé (APD) : repose sur l'avant-Projet Sommaire (APS) validé par le Maître d'Ouvrage Délégué en concertation avec le MINDHU.

Il a pour objectif :

- d'approfondir la solution retenue ;
- de justifier les choix architecturaux et techniques ;
- d'évaluer les dépenses d'exécution.

Le contenu des recherches et études :

- Interprétation des données recueillies et réglementation en vigueur ;
- principes de construction et équipements adaptés aux besoins d'exploitation ;
- choix des matériaux et matériels standards de qualité ;
- modalités générales de réalisation et délais d'exécution.

Composition du dossier d'Avant-Projet Détaillé (APD) :

a) *Mémoire explicatif et justificatif :*

- conformité réglementaire et servitudes ;

- description des ouvrages. standards d'occupation :
- délais souhaitables et phases d'exécution :
- définition des lots homogènes et bases d'évaluation budgétaire.
- b) Dossier technique :*
 - Pièces graphiques aux échelles normalisées (1/100 et 1/50) : plans coupes. façades. élévations :
 - études géotechniques :
 - plans de masse. VRD. réseau (eau. assainissement. électricité. téléphone. éclairage publics etc...) :
 - plans de fondation et superstructure :
 - plan des installations spéciales : climatisation. ventilation. plomberie. signalisation. équipements technologiques :
 - note de calcul justificatives et schémas fonctionnels :
 - plans d'exécution détaillés (coffrage. ferrailage. bassins. clôtures. raccordements) :
 - notice impact environnemental et social.
- c) pièces écrites*
 - devis descriptif. lot par lot avec spécification technique précises :
 - devis quantitatif des travaux :
 - notes techniques et justificatives par corps d'état.

Projet d'Exécution des Ouvrages et Spécifications Techniques Détaillées et (P.E.O./S.T.D.)

Cette phase repose sur l'APD validé et vise les ouvrages dans leurs moindres détails.

- a) Objectifs principaux*
 - Détermination complète des dispositions architecturales :
 - Définition des caractéristiques techniques et dimensionnelles :
 - Constitution de lots homogènes par spécialité :
 - Analyse des jonctions inter-lots et responsabilités :
 - Elaboration du planning général de travaux.
- b) Contenu du Dossier P.E.O. S.T.D.*
 - Spécification techniques Détaillés :
 - Description précise par corps d'état :
 - Normes applicables et références techniques :
 - Devis quantitatif (avant-métré) :
 - Estimation détaillée des dépenses par poste.
- c) Dossier Technique d'exécution :*
 - Plans d'exécutions détaillées. nomenclature instructions :
 - Schéma fonctionnels et plans de finition :
 - Plans spécialisés : assainissement. structure. alvéoles techniques. équipements spécifiques :
 - Plans de climatisation. signalisation. sécurité incendie. plomberie. réseaux :
 - Plans de VRD et plates-formes avec coupes et profils.
- d) Pièces écrite complémentaires .*
 - Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) :
 - Rapport géotechnique :

- Cahiers de Notes de Calcul (structure- corps d'état secondaires) :
- Devis descriptif détaillé :
- Devis quantitatif confidentiel :

NOTICE IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL.

Etablissement d'un Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Après approbation écrite de l'étude d'Avant-Projet Détaillé (APD) par la Commission de Suivi du Projet, assorti de ses observations éventuelles, le consultant disposera d'un délai de trente (30) jours calendaires pour produire l'ensemble des pièces constituant le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

Le DCE comportera notamment :

- Pièce 1 : Avis de consultation:
- Pièce 2 : Règlement Général de l' Appel d'Offre (RGAO) :
- Pièce 3 : Règlement Particulier de l' Appel d'Offre (RPAO) :
- Pièce 4 : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) :
- Pièce 5 : Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) :
- Pièce 6 : Bordereaux des Prix Unitaires (BPU) :
- Pièce 7 : Devis Quantitatif et Estimatif (DQE) :
- Pièce 8 : Sous Détails des Prix Unitaires (SDP) :
- Pièce 9 : Formulaire et fiches modèles réglementaire :
- Pièce 10 : Modèle de marché (contrat type) :
- Pièce 11 : Etudes préalables annexées (y compris le rapport APD).

3. Tranches/Allotissement

Les prestations sont réparties en un seul lot.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **F CFA TTC 40 000 000 (quarante millions)**.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres est de **trois (03) mois**.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres s'adresse aux entreprises ou cabinets d'études de droit camerounais ayant des compétences solides dans la conduite des travaux d'études préalables à la construction d'édifices divers.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres seront financées par le Budget d'Investissement du Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique au titre de l'exercice 2026. **ligne d'Imputation : 60 29 314 1 33000001 0133 361330.**

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cet Appel d'Offres est la *soumission en ligne*.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant de F CFA 800 000 (huit cent mille), acquittée à la main délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres. Cette caution doit être timbrée et accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, timbrée et assortie du récépissé délivré par la CDEC entraînera le rejet pur et simple de l'offre. De plus, une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINMIDT dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ainsi que sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue au Service des Marchés du MINMIDT sis à l'Immeuble Rose, porte 116. Tél : 222 22 27 35 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de **francs CFA 50 000 (cinquante mille)** payable au Trésor Public pour les Administrations publiques. Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, le soumissionnaire est conditionné par le paiement des frais d'achat du DAO avant toute soumission.

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être déposée sur la plateforme COLEPS à l'adresse <https://www.marchespublics.cm>, au plus tard le 28 JUIL 2026 à **12 heures**. Une copie de sauvegarde de la consultation enregistrée sur clé USB devra être transmise au Service des Marchés du MINMIDT, porte 116 de l'Immeuble Ministériel « Rose », sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis :

« 000016 /AONO/MINMIDT/CIPM/2026 DU 01 JUIL 2026 RELATIF A LA REALISATION DES ETUDES ARCHITECTURALES ET TECHNIQUES EN VUE DE LA

CONSTRUCTION D'UN BATIMENT DE TYPE R+1 DEVANT ABRITER LES SERVICES DE LA DELEGATION DEPARTEMENTALE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE DU DJEREM, ET D'UN BATIMENT DE TYPE PLAIN-PIED DEVANT ABRITER LE LOGEMENT D'ASTREINTE DU DELEGUE DEPARTEMENTAL DE CEANS, REGION DE L'ADAMAOUA ».

"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

Dans le cadre de cette consultation directe, sont uniquement déposées en ligne, bien vouloir consulter les procédures de soumission en ligne en annexe du DAO.

La taille maximale des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 05 Mo pour l'offre administrative :
 - 15 Mo pour l'offre technique :
 - 05 Mo pour l'offre financière.
- Les formats acceptés sont les suivants :
- Format PDF pour les documents contextuels :
 - JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

Tout document parvenu après la date limite de dépôt sera jugé irrecevable.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des dossiers différents.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire :
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt :
- les plis non-conformes au mode de soumission en ligne :
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission non timbrée, non accompagnée du récépissé de la CDEC ou n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des offres

L'ouverture des offres se fera en deux (02) temps.

L'ouverture des dossiers administratifs et techniques auront lieu le 28 JUIL 2026 à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINMIDT dans la salle de session de ladite Commission sise à l'Immeuble Rose, porte 153.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité

administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

L'ouverture des offres financières se fera à une date ultérieure et ne concernera que les cabinets ayant eu la note technique requise pour être admis à cette phase d'évaluation des offres.

Enfin, l'ouverture des offres se fera au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le Dossier d'Appel d'Offres.

15. Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de :

1. de l'absence de la caution de soumission, timbrée et accompagnée du récépissé de la CDEC, à l'ouverture des plis;
2. la non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission);
3. des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
4. d'une note technique inférieure à 75 sur 100 ;
5. Non-respect d'au moins 4 sur 6 critères essentiels dont la solvabilité et la capacité financière et la Qualification et compétence des experts ;
6. de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois (03) dernières années ;
7. de l'absence de solvabilité financière (Chiffre d'affaires des trois (03) dernières années, au moins 20 000 000 F CFA de capacité financière) ;
8. du non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;
9. l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
10. l'absence d'un élément de l'offre financière (soumission, BPU, DQE, SDPU) ;
11. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
12. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

15.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur:

1. la présentation générale de l'offre ;
2. les références du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires ;
3. La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR ;
4. Qualification et compétence des experts ;
5. Le matériel nécessaire ;
6. la preuve d'acceptation des conditions du marché.

Les modalités de validation des critères essentiels se feront à partir de la justification des 2/3 du nombre de sous-critères respectés.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers.

17. Nombre maximum de lots

Non applicable

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **90 (quatre-vingt-dix) jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés du MINMIDT sis à l'Immeuble Rose, porte 116. Tél : 222 22 27 35 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

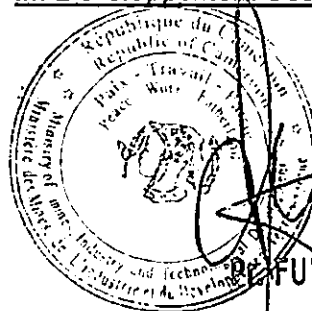
20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP ou le MO/MOD au numéro 651 57 71 72.

Yaoundé, le ~~01~~ 01 ~~JULI~~ JULI ~~2026~~
**Le Ministre des Mines, de l'Industrie et
du Développement Technologique (ai)**

Copies:

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Président CIPM MINMIDT ;
- Affichage chrono.



FUH CALISTUS Gentry

NOTICE OF NATIONAL OPEN TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE

No. 00016 /AONO/MINMIDT/CIPM/2026 OF 1 JUNE 2026 RELATING
TO THE CONDUCTING OF ARCHITECTURAL AND TECHNICAL STUDIES FOR
THE CONSTRUCTION OF A 2-STOREY BUILDING TO HOUSE THE SERVICES
OF THE DJEREM DEPARTMENTAL DELEGATION OF MINES, INDUSTRY AND
TECHNOLOGICAL DEVELOPMENT, AND A SINGLE-STOREY BUILDING TO
HOUSE THE ON-CALL ACCOMMODATION OF THE DEPARTMENTAL
DELEGATE OF CEANS, ADAMAWA REGION.

1. Purpose of the Invitation to Tender

The Minister of Mines, Industry and Technological Development, the Contracting Authority, is launching an Open National Invitation to Tender under an emergency procedure for the execution of architectural and technical studies for the construction of a two-story building (ground floor + 1) to house the offices of the Djerem Departmental Delegation of Mines, Industry and Technological Development, and a single-story building to house the on-call residence of the Departmental Delegate for the Adamawa Region.

2. Scope of Services

As part of this assignment, the selected consultant(s) will be required to produce the following deliverables upon completion of the various phases of the study:

- Detailed Preliminary Design (APD): based on the Preliminary Design (APS) validated by the Project Owner's Representative in consultation with the Ministry of Mines, Industry and Technological Development (MINDHU).

Its objectives are:

- to further examine the chosen solution;
- to justify the architectural and technical choices;
- to evaluate the execution costs.

The content of the research and studies:

- Interpretation of the collected data and applicable regulations;
- Construction principles and equipment adapted to operational needs;
- Selection of standard, high-quality materials and equipment;
- General implementation methods and execution deadlines.

Composition of the Detailed Preliminary Design (APD) file:

a) Explanatory and Justification Report:

- Regulatory compliance and easements;
- Description of the structures, occupancy standards;
- Desired deadlines and execution phases;

- Definition of homogeneous work packages and basis for budgetary evaluation.

b) Technical File:

- Graphic documents at standardized scales (1/100 and 1/50): plans, sections, elevations:
- Geotechnical studies:
- Site plans, infrastructure plans, networks (water, sanitation, electricity, telephone, public lighting, etc.):
- Foundation and superstructure plans:
- Plans of special installations: Air conditioning, ventilation, plumbing, signage, technological equipment:
- supporting calculation notes and functional diagrams:
- detailed execution plans (formwork, reinforcement, basins, fencing, connections):
- environmental and social impact assessment.

c) Written documents

- descriptive estimate, lot by lot with precise technical specifications;
- bill of quantities:
- technical notes and supporting documentation for each trade.

Project Execution and Detailed Technical Specifications (P.E.O./S.T.D.)

This phase is based on the validated Preliminary Design (APD) and focuses on the works in their finest details.

a) Main Objectives

- Complete determination of architectural layouts:
- Definition of technical and dimensional characteristics:
- Creation of homogeneous work packages by specialty:
- Analysis of inter-package connections and responsibilities:
- Development of the overall work schedule.

b) Contents of the P.E.O./S.T.D. File

➤ Detailed Technical Specifications:

- Precise description by trade:
- Applicable standards and technical references:
- Bill of Quantities (preliminary bill of quantities):
- Detailed cost estimate by item.

c) Technical Execution File:

- Detailed execution plans, bill of materials, instructions:
- Functional diagrams and finishing plans:
- Specialized plans: sanitation, structure, technical bays, specific equipment:
- Air conditioning, signage, fire safety, plumbing, and network plans:
- Road and utility plans and platforms with sections and profiles.

d) Additional Written Documents:

- Special Technical Specifications (CCTP):
- Geotechnical Report:

- Calculation Notes (structure - secondary trades):
- Detailed Descriptive Estimate:
- Confidential Bill of Quantities:

ENVIRONMENTAL AND SOCIAL IMPACT ASSESSMENT.

Preparation of a Tender Documents (DCE)

After written approval of the Preliminary Design Study (APD) by the Project Monitoring Committee, along with any comments, the consultant will have thirty (30) calendar days to produce all the documents constituting the Tender Documents (DCE).

The DCE will include, in particular:

- Document 1: Notice of Consultation:
- Document 2: General Tender Regulations (RGAO):
- Document 3: Special Tender Regulations (RPAO):
- Document 4: Special Administrative Clauses (CCAP):
- Document 5: Special Technical Clauses (CCTP):
- Document 6: Unit Price Schedules (BPU):
- Document 7: Bill of Quantities and Cost Estimate (DQE):
- Document 8: Unit Price Breakdown (SDP):
- Document 9: Regulatory Forms and Templates:
- Document 10: Standard Contract Template:
- Document 11: Attached Preliminary Studies (including the Preliminary Design Report).

3. Phases/Lotting

The services are divided into a single lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the project, following the preliminary studies, is 40.000.000 CFA francs (forty million), including all taxes.

5. Estimated Completion Time

The maximum time allowed by the Project Owner or the Project Owner's Representative for the completion of the services covered by this Invitation to Tender is three (3) months.

This period begins from the date of notification of the service order to commence work.

6. Participation and Origin

Participation in this Invitation to Tender is open to Cameroonian companies or consulting firms with proven expertise in conducting preliminary studies for the construction of various types of buildings.

7. Financing

The services covered by this Invitation to Tender will be financed by the Investment Budget of the Ministry of Mines, Industry and Technological Development for the 2026 fiscal year, under budget line: 60 29 314 1 33000001 0133 361330.

8. Submission Method

The submission method for this Invitation to Tender is online submission.

9. Bid Security

Each bidder must include with their administrative documents a bid security of **800,000 CFA francs (eight hundred thousand)**, paid by hand, issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue guarantees in the field of public procurement. A list of these institutions is provided in document 14 of the Invitation to Tender. The bid security is valid for thirty (30) days beyond the bid validity period. This bid bond must be stamped and accompanied by the deposit receipt issued by the Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds for public procurement, stamped and accompanied by the receipt issued by the CDEC, will result in the outright rejection of the bid. Furthermore, a bid bond submitted but unrelated to the tender in question will be considered missing. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Consultation of the Tender Documents

The physical tender documents may be consulted free of charge during business hours at the Public Procurement Department of the Ministry of Mines, Industry and Technological Development (MINMIDT) from the date of publication of this notice.

They may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as well as on the ARMP website (www.armp.cm).

11. Acquisition of the Tender Documents

The physical version of the tender documents may be obtained from the Procurement Department of the Ministry of Mines, Industry and Technological Development (MINMIDT), located in the Rose Building, Door 116, Tel: 222 22 27 35, from the date of publication of this notice, upon payment of a non-refundable fee of 50,000 (fifty thousand) CFA francs, payable to the Public Treasury for Public Administrations. It is also possible to obtain the electronic version of the tender documents by free download from the addresses indicated above. However, the bidder is required to pay the purchase fee for the tender documents before submitting any bid.

12. Submission of Bids

Each bid, written in French or English, must be submitted on the COLEPS platform at <https://www.marchespublics.cm>, no later than 28 JUN 2026 at 12:00 PM. A backup copy of the tender documents, saved on a USB drive, must be sent to the Procurement Department of the Ministry of Mines, Industry and Technological Development (MINMIDT), Room 116 of the "Rose" Ministerial Building, in a sealed envelope clearly marked "backup copy," in addition to the information below, within the specified deadlines:

"N^o 000016 /AONO/MINMIDT/CIPM/2026 OF 01 JUN 2026
RELATING TO THE CONDUCTING OF ARCHITECTURAL AND TECHNICAL
STUDIES FOR THE CONSTRUCTION OF A TWO-STORY BUILDING TO HOUSE
THE SERVICES OF THE DJEREM DEPARTMENTAL DELEGATION OF MINES,
INDUSTRY AND TECHNOLOGICAL DEVELOPMENT, AND A SINGLE-STORY

BUILDING TO HOUSE THE ON-CALL RESIDENCE OF THE DEPARTMENTAL DELEGATE OF THIS DEPARTMENT, ADAMAWA REGION."

"To be opened only at the bid opening session."

For this direct consultation, only online submissions are accepted. Please consult the online submission procedures attached to the tender documents. The maximum file sizes for documents submitted via the platform as part of the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the administrative offer:
- 15 MB for the technical offer:
- 5 MB for the financial offer.

Accepted file formats are:

- PDF for background documents:
- JPEG for images.

The bidder should use compression software to reduce the size of the files submitted.

Any document received after the submission deadline will be deemed inadmissible.

13. Admissibility of Bids

Administrative documents, the technical offer, and the financial offer must be submitted in separate folders.

The following will be deemed inadmissible by the Contracting Authority:

- Bids bearing information about the bidder's identity:
- Bids received after the submission deadline:
- Bids not conforming to the online submission procedure:
- Bids without identifying the Invitation to Tender.

Any incomplete bid, in accordance with the requirements of the Tender Documents, will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid security issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue guarantees in the field of public procurement will result in the outright rejection of the bid without recourse. A bid security that is not stamped, not accompanied by the CDEC receipt, or unrelated to the tender in question will be considered absent. A bid security submitted by a bidder during the bid opening session will be inadmissible.

14. Opening of Bids

The bids will be opened in two (2) stages.

The opening of the administrative and technical files will take place on ~~28 JUL 2026~~ at 1:00 PM by the Internal Procurement Commission of the Ministry of Mines, Industry and Technological Development (MINMIDT) in the Commission's meeting room located in the Rose Building, Room 153.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choosing.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or certified copies issued by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. They must be less than three (3) months old from the original bid submission date or have been prepared after the date of signature of the Invitation to Tender.

If any document in the administrative file is missing or non-compliant at the time of bid opening after a 48-hour period granted by the Commission, the bid will be rejected.

The opening of financial bids will take place at a later date and will only concern firms that have received the required technical score to be admitted to this bid evaluation phase.

Finally, the bids will be opened no later than one hour after the deadline for receipt of bids specified in the Tender Documents.

15. Evaluation Criteria

15.1- Disqualification Criteria

These include:

1. The absence of the bid security, stamped and accompanied by the CDEC receipt, at the opening of the bids;
2. The failure to submit, within 48 hours of the bid opening, any document in the administrative file deemed non-compliant or missing (except for the bid security);
3. False statements, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
4. A technical score below 75 out of 100;
5. Failure to meet at least 4 out of 6 essential criteria, including solvency and financial capacity, and the qualifications and competence of the experts;
6. The absence of a sworn statement attesting to not having abandoned any contracts during the last three (3) years;
7. lack of financial solvency (turnover for the last three (03) years, financial capacity of at least 20,000,000 CFA francs);
8. Failure to comply with the file format for online submissions;
9. Absence of a quantified unit price in the financial offer;
10. Absence of an element of the financial offer (submission, unit price schedule, bill of quantities, unit price schedule);
11. Absence of a dated and signed integrity charter;
12. Absence of a dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses.

15.2 - Essential Criteria

The essential criteria for qualifying bidders will focus on:

1. The overall presentation of the offer;
2. The bidder's references in performing similar services;
3. The proposed methodology in accordance with the Terms of Reference;
4. Qualifications and competence of the experts;
5. The necessary equipment;
6. Proof of acceptance of the market conditions.

The validation of essential criteria will be based on proof that two-thirds of the sub-criteria have been met.

16. Award

The Contracting Authority will award the contract to the bidder submitting the offer deemed most advantageous based on a combination of technical and financial criteria.

17. Maximum Number of Lots

Not applicable

18. Validity Period of Bids

Bidders shall remain bound by their offers for 90 (ninety) days from the initial deadline for submission of bids.

19. Additional Information

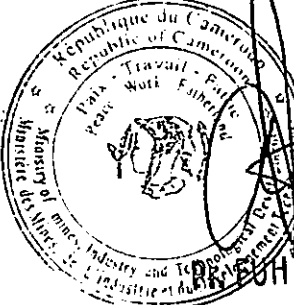
Additional information may be obtained during business hours from the Procurement Department of the Ministry of Mines, Industry and Technological Development (MINMIDT), located in the Rose Building, Door 116. Tel: 222 22 27 35 or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority.

20. Combating Corruption and Bad Practices

To report any corrupt practices, facts or acts, please call CONAC at 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or the ARMP or MO/MOD at 651 57 71 72.

Yaounde, the 01 JUL 2026

The Minister of Mines, Industry and Technological Development (acting)



PRINCE CALISTUS Gentry

Copies:

- MINMAP;
- ARMP (for publication and archiving);
- Chairman of CIPM/MINMIDT;
- Chronological display.